

Je tire une immense satisfaction du fait que l'une de mes toutes premières tâches en ma qualité de ministre des Affaires étrangères du Canada soit d'assister à une réunion du Conseil de l'Atlantique Nord. Et ce, pour plusieurs raisons. En premier lieu, permettez-moi de réaffirmer que le Canada accorde toujours la plus haute importance à sa collaboration avec ses alliés de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) dans le but de renforcer la sécurité transatlantique et paneuropéenne. Deuxièmement, face aux menaces complexes et multidimensionnelles qui pèsent sur notre sécurité, nous estimons que les efforts de coopération multilatéraux représentent la solution la plus efficace, si ce n'est l'ultime solution. Enfin, l'OTAN, alliance par ses dimensions politique et militaire, peut contribuer de façon décisive à garantir notre sécurité commune, aussi bien par son action directe que grâce à son association avec les Nations Unies (ONU) et la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE). En fait, ces éléments et nos points de vue sur un certain nombre de questions clés à l'ordre du jour de cette réunion seront pris en compte dans l'examen de la politique étrangère et de la politique de défense que le nouveau gouvernement du Canada se propose d'effectuer au cours des prochains mois.

Les menaces que je viens de mentionner continueront d'exercer de fortes pressions sur l'OTAN. Il nous faut donc veiller à préserver son intégrité interne tout en permettant à l'Organisation de s'adapter aux nouvelles exigences, car je crois qu'il nous faut nous assurer qu'elle reste attentive aux préoccupations de nos voisins en matière de sécurité. De plus, compte tenu des restrictions qui nous frappent tous aujourd'hui, elle doit exécuter son mandat de la manière la plus efficace possible car il sera de plus en plus difficile de trouver de nouvelles ressources.

La clé du problème réside dans une gestion judicieuse des ressources, et je me réjouis que des progrès aient déjà été accomplis en ce sens comme en témoigne le budget de l'infrastructure de l'OTAN. Nous devons poursuivre ces efforts et examiner également d'un oeil critique les budgets civil et militaire de l'OTAN. Cette démarche est essentielle pour que l'Organisation puisse répondre aux nouvelles demandes qui lui sont adressées.

Monsieur le Secrétaire général, je me range à votre avis quant aux enjeux que vous avez recensés et auxquels il faut s'attaquer si nous voulons que notre sommet de janvier soit un succès. Le Canada croit que, pour aborder ces grands dossiers, l'OTAN doit avant tout réaffirmer sa raison d'être et son engagement. Sa crédibilité en dépend. Par conséquent, tant au cours de nos réunions ministérielles qu'à notre sommet de janvier, nous devons tout mettre en oeuvre pour renforcer notre alliance. Vous me permettrez de dire que la dimension transatlantique demeure centrale, nous ne pouvons permettre à des préoccupations internes et à des divergences d'y porter préjudice. Cette dimension exige